

RAPPORT

**sur l'activité de l'Autorité de surveillance en matière de protection
des données pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005**

BERICHT

**über die Tätigkeit der kantonalen Aufsichtsbehörde für Datenschutz
vom 1. Januar bis 31. Dezember 2005**

AU GRAND CONSEIL
DU CANTON DE FRIBOURG

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Député-es,

Conformément à l'art. 30 al. 3 de la loi cantonale sur la protection des données (LPrD), nous avons l'honneur de vous adresser notre dixième rapport sur l'activité de l'Autorité de surveillance en matière de protection des données pour l'année 2005.

Après un bref rappel de quelques généralités concernant les bases de fonctionnement de notre Autorité (I.), il convient de distinguer les activités de la Commission proprement dite (II.) et celles de la Préposée (III.), les tâches étant quelque peu différentes (art. 30 et 31 LPrD). Nous concluons avec quelques remarques finales (IV.).

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Député-es, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, mars 2006

La Présidente de la Commission

La Préposée

A. Rumo-Jungo

D. Nouveau Stoffel

**AN DEN GROSSEN RAT
DES KANTONS FREIBURG**

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir unterbreiten Ihnen hiermit gemäss Artikel 30 Abs. 3 des kantonalen Gesetzes über den Datenschutz (DSchG) den zehnten Tätigkeitsbericht der Aufsichtsbehörde für Datenschutz für das Jahr 2005.

Nach einem kurzen Überblick über die allgemeinen Grundlagen für die Arbeit unserer Behörde (I.) gehen wir im Besonderen auf die Tätigkeiten der Datenschutzkommission (II.) und diejenigen der Datenschutzbeauftragten (III.) ein, die für unterschiedliche Aufgaben zuständig sind (Art. 30 und 31 DSchG), und schliessen mit einigen Schlussbemerkungen ab (IV.).

Mit vorzüglicher Hochachtung.

Freiburg, März 2006

Die Präsidentin der Kommission

A. Rumo-Jungo

Die Datenschutzbeauftragte

D. Nouveau Stoffel

TABLE DES MATIERES

I.	BASE LEGALE, TÂCHES ET ORGANISATION DE L'AUTORITE	7
1.	En général	7
2.	Relations avec le public	7
3.	Organisation	8
3.1.	Commission cantonale de surveillance	8
3.2.	Préposée	8
3.3.	Communes	9
3.4.	Association DSB + CPD.CH et rapports avec la Confédération	9
II.	ACTIVITES PRINCIPALES DE LA COMMISSION	10
1.	Prises de position, en particulier sur des projets législatifs	10
1.1.	En général	10
1.2.	Quelques exemples de prises de position particulières	11
1.2.1.	<i>Avant-projet de modification de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers), introduction d'un nouvel art. 128a LPers</i>	11
1.2.2.	<i>Avant-projet de règlement sur le tourisme</i>	12
1.2.3.	<i>Avant-projet de loi sur les détenteurs de chiens</i>	12
1.2.4.	<i>Avant-projet de loi sur la statistique cantonale</i>	12
1.2.5.	<i>Avant-projet de loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et des constructions</i>	12
1.2.6.	<i>Avant-projet de loi modifiant la loi d'application de la LAMal</i>	12
1.2.7.	<i>Avant-projet de loi concernant le réseau hospitalier fribourgeois (RHF)</i>	13
2.	Protection des données et tâches étatiques de contrôle	13
3.	Sécurité et contrôle	13
4.	Autres activités	14
III.	ACTIVITES PRINCIPALES DE LA PREPOSEE	14
1.	Statistiques et appréciation générale	14
2.	Conseils et avis fournis aux autorités	14
2.1.	Généralités	14
2.2.	Avis et renseignements	15
3.	Exemples de réponses/d'avis rendus par la Préposée	16
3.1.	Projets de circulaires aux communes relatives à la mise en œuvre des nouveaux droits politiques octroyés par la Constitution	16
3.2.	Communication des notes des apprentis à l'employeur	16
3.3.	Commissions de l'Etat et appartenance religieuse des député-es	16
3.4.	Divulgence d'informations aux médias – secret de fonction	16
3.5.	Communication de données pour la tenue du Registre fédéral des bâtiments et des logements	17
3.6.	Communication à l'AI	17
4.	Travaux pour la Commission	17
5.	Registre des fichiers	17
IV.	REMARQUES FINALES	17
	ANNEXE : statistiques 2005	19

INHALT

I.	GESETZLICHE GRUNDLAGEN, AUFGABEN UND ORGANISATION DER AUFSICHTSBEHÖRDE	21
1.	Allgemeines	21
2.	Öffentlichkeitsarbeit	22
3.	Organisation	22
3.1.	Kantonale Aufsichtskommission	22
3.2.	Datenschutzbeauftragte	22
3.3.	Gemeinden	23
3.4.	Verein DSB + CPD.CH und Beziehungen zum Bund	23
II.	HAUPTTÄTIGKEITEN DER KOMMISSION	24
1.	Stellungnahmen insbesondere zu Erlassentwürfen	24
1.1.	Im Allgemeinen	24
1.2.	Einige Beispiele besonderer Stellungnahmen	26
1.2.1.	<i>Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPR), Einführung eines neuen Artikels 128a StPG</i>	26
1.2.2.	<i>Vorentwurf des Tourismusreglements</i>	26
1.2.3.	<i>Vorentwurf des Gesetzes über die Hundehaltung</i>	26
1.2.4.	<i>Vorentwurf des Gesetzes über die kantonale Statistik</i>	26
1.2.5.	<i>Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Raumplanungs- und Baugesetzes vom 9. Mai 1983</i>	27
1.2.6.	<i>Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung</i>	27
1.2.7.	<i>Vorentwurf des Gesetzes über das Freiburger Spitalnetz</i>	27
2.	Datenschutz und staatliche Kontrollaufgaben	27
3.	Sicherheit und Kontrolle	28
4.	Weitere Tätigkeiten	28
III.	HAUPTAKTIVITÄTEN DER DATENSCHUTZBEAUFTRAGTEN	28
1.	Statistiken und Gesamtbeurteilung	28
2.	Beratung der Behörden und Stellungnahmen	29
2.1.	Allgemeines	29
2.2.	Stellungnahmen und Auskünfte	29
3.	Beispiele von Antworten/Stellungnahmen der Datenschutzbeauftragten	30
3.1.	Entwürfe der Rundschreiben an die Gemeinden über die Einführung der politischen Rechte im Rahmen der Umsetzung der neuen Kantonsverfassung	30
3.2.	Bekanntgabe der Noten von Lernenden gegenüber dem Arbeitgeber	30
3.3.	Kommissionen des Staates und Religionszugehörigkeit der Grossrätinnen u. Grossräte	30
3.4.	Bekanntgabe von Informationen gegenüber den Medien – Amtsgeheimnis	31
3.5.	Bekanntgabe von Daten für die Führung des Eidg. Gebäude- und Wohnungsregisters	31
3.6.	Bekanntgabe gegenüber der IV	31
4.	Arbeiten für die Kommission	31
5.	Register der Datensammlungen	32
V.	SCHLUSSBEMERKUNGEN	32
	ANHANG : Statistiken 2005	33

I. BASE LEGALE, TÂCHES ET ORGANISATION DE L'AUTORITE

1. En général

La loi fribourgeoise sur la protection des données (LPrD) vise à protéger les **droits fondamentaux** des administrés lorsque des organes publics du canton traitent des données à leur sujet. La Loi fédérale sur la protection des données (LPD) quant à elle s'applique au traitement des données par des organes publics fédéraux ou des personnes privées.

La surveillance de la protection des données dans le canton est assurée par une **Autorité** cantonale, formée d'une Commission et d'un(e) Préposé(e).

En vertu de l'art. 30 LPrD, la **Commission** a notamment les tâches suivantes :

- diriger l'activité de la Préposée;
- donner son avis sur les projets d'actes législatifs touchant à la protection des données ainsi que dans les cas prévus par la loi;
- inviter l'autorité compétente à prendre les mesures nécessaires, en cas de violation ou de risque de violation de prescriptions légales;
- exercer la haute surveillance sur les autorités communales de surveillance, dont elle reçoit le rapport d'activité.

Conformément à l'art. 31 LPrD, la **Préposée** a pour l'essentiel les tâches suivantes :

- contrôler l'application de la législation relative à la protection des données, notamment en procédant systématiquement à des vérifications auprès des organes concernés;
- conseiller les organes concernés, notamment lors de l'étude de projets de traitement;
- renseigner les personnes concernées sur leurs droits;
- exécuter les travaux qui lui sont confiés par la Commission;
- tenir le registre des fichiers (art. 21 al. 3 LPrD).

La loi ne répartit pas de manière stricte les tâches de surveillance entre la Commission et la Préposée. Comme jusqu'ici (cf. les rapports annuels précédents), la Commission s'est réservé les tâches liées à des affaires de caractère **législatif** et les dossiers dans lesquels il importe de définir une **politique générale** de protection des données; la Commission considère que cette pratique a globalement fait ses preuves, moyennant les aménagements nécessaires dans l'un ou l'autre cas concret.

Finalement, il importe de rappeler que le législateur n'a accordé aucun pouvoir de **décision** à l'Autorité de surveillance; ce pouvoir appartient aux autorités administratives; le citoyen qui entend s'en plaindre peut recourir devant les juridictions administratives ordinaires.

2. Relations avec le public

L'art. 30 al. 3 LPrD statue que la Commission peut, dans la mesure où l'intérêt général le justifie, **informer** le public de ses constatations. La Commission a toujours utilisé cette

compétence avec circonspection de façon à ne pas dévaloriser l'impact de cette mesure. En 2005, l'Autorité a tenu sa traditionnelle conférence de presse et a répondu à l'une ou l'autre occasion à des journalistes, notamment en matière de surveillance vidéo et de la mise en œuvre de la nouvelle Constitution en relation avec le droit de vote des étrangers.

Le **site** propre de l'Autorité de surveillance en matière de protection des données du canton www.fr.ch/sprd connaît une bonne fréquentation. La fréquentation moyenne était de 4117 sessions par mois. La durée moyenne de la session est d'environ 4 minutes pour une consultation moyenne de 2 pages.

3. Organisation

3.1. Commission cantonale de surveillance

La Commission a été présidée jusqu'à fin mars 2005 par Mme *Astrid Epiney*, professeure de droit européen, de droit international public et de droit public et directrice administrative de l'Institut de droit européen à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg. Mme *Alexandra Rumo-Jungo*, professeure de droit privé à la même faculté de la même université lui a succédé. Mme Rumo-Jungo ayant souhaité n'entrer en fonction qu'en automne, c'est M. *François-Dominique Meyer*, médecin, à Villars-sur-Glâne et membre de la Commission qui l'a présidée ad intérim. Les autres membres de la Commission ont été les personnes suivantes : M. *Joseph Eigenmann*, médecin, à Corminboeuf; M. *Johannes Froehlicher*, greffier-rapporteur au Tribunal administratif, à Fribourg et Mme *Catherine Yesil-Huguenot*, juriste, à Estavayer-le-Gibloux.

La Commission a tenu 8 séances pendant l'année 2005. Un procès-verbal détaillé fait état des délibérations et des décisions prises par la Commission; Mme *Florence Rivière*, puis Mme *Katharina Jeger*, toutes deux juristes, ont tenu les procès-verbaux.

Hors séances, la Présidente, le Président ad intérim, puis la nouvelle Présidente ont assuré le suivi des dossiers, la correspondance, les discussions avec la Préposée et les rencontres avec les tiers pour un total de plus de 60 heures sur l'ensemble de l'année.

3.2. Préposée

La Préposée travaille à mi-temps; il en va de même de la secrétaire.

Durant les cinq premiers mois de l'année, une stagiaire-juriste, à temps partiel, a effectué des travaux pour l'Autorité, ce qui a contribué au désengorgement de la situation de surcharge. Cette personne seconde la Préposée pour les travaux nécessitant des recherches juridiques (instruction des dossiers, préparation d'avis, élaboration d'aide-mémoire). Cette personne a ensuite, sur mandat, encore terminé son travail en cours sur le projet de concept en matière de protection des données (à paraître). Dès novembre, la Préposée a pu bénéficier de l'aide d'une nouvelle stagiaire à temps partiel pour une durée de cinq mois.

3.3. Communes

En vertu de l'art. 29 al. 2 LPrD, les communes peuvent instituer leur propre autorité de surveillance. La Commission cantonale n'exerce alors plus qu'une haute surveillance sur ces autorités communales; elle reçoit leurs rapports d'activité.

Les communes de *Bulle, Fribourg, Marly* et *Villars-sur-Glâne* ont institué leur propre autorité de surveillance sur la base d'un règlement à l'élaboration duquel l'Autorité cantonale a participé activement. Ce règlement doit garantir l'**indépendance** de l'Autorité communale par rapport à l'administration communale et à l'exécutif communal. En 2005, la commune de Villars-sur-Glâne a réorganisé son Autorité communale sur la base des remarques faites par l'Autorité cantonale (indépendance du Président).

Au moment de rédiger le présent rapport annuel, la Commission cantonale a reçu pour l'année 2005 les rapports des quatre communes précitées. Ils satisfont aux exigences de la LPrD et l'Autorité cantonale remercie toutes les personnes qui ont accepté de s'engager dans les divers organes communaux mis en place.

3.4. Association DSB + CPD.CH et rapports avec la Confédération

Dans un souci de coordination et d'efficacité, la Préposée s'attache à collaborer avec le **Préposé fédéral** à la protection des données et avec les autorités en la matière dans les autres cantons, en particulier l'Association des commissaires suisses à la protection des données **DSB+CPD.CH**.

- Sur des questions générales d'importance nationale ou intercantonale, la Préposée a apporté sa collaboration et pu profiter des travaux effectués dans le cadre du DSB+CPD.CH. Le président actuel est le Préposé à la protection des données du canton de Zurich. La masse de travail est considérable. Dans le cadre du Bureau, dont fait partie la Préposée du canton de Fribourg, des travaux ont été approfondis sur les **procédures de consultation**, par ex. les projets de loi sur les documents d'identité des ressortissants suisses, loi sur les systèmes d'information de police de la Confédération, loi instituant des mesures contre la propagande incitant à la violence et contre la violence lors de manifestations sportives et sur les **sujets d'actualité** tels que les accords de Schengen/Dublin, les données biométriques, le recensement fédéral 2010 et ses thèmes connexes tels que le no AVS, l'harmonisation des registres, les identificateurs sectoriels de personne (SPIN). Le plénum du printemps a eu lieu à St-Gall avec une conférence intitulée «Datenschutz im Gesundheits- und Sozialversicherungsbereich – Status und Herausforderungen» et la Conférence des commissaires suisses à la protection des données s'est passée en automne à Fribourg sur le thème VICLAS (Violent Crime Linkage Analysis System).
- En 2005, la Préposée du canton de Fribourg a présidé le groupe de travail «**AEWK**» (Arbeitsgruppe für Einwohnerkontrolle) qui a planché sur le domaine complexe des registres des contrôles des habitants. Les constatations devraient servir à répondre à des questions posées par un contrôle des habitants et à évaluer le travail de ces services communaux dans le canton de Fribourg.

La collaboration avec l'association est très fructueuse, tant sur le plan de la protection des données du canton de Fribourg, que sur le plan national, permettant ainsi de coordonner les efforts, d'être informé et formé en temps voulu, ainsi que de travailler de façon plus efficace.

En 2005, le canton de Fribourg a accueilli la Conférence annuelle des commissaires à la protection des données et l'Autorité a profité de cette occasion pour organiser avec l'Institut de droit européen de la Faculté de droit de l'Université de Fribourg un colloque pour les **10 ans de la loi cantonale** de la protection des données sur le thème des bilatérales Schengen/Dublin.

II. ACTIVITES PRINCIPALES DE LA COMMISSION

1. Prises de position, en particulier sur des projets législatifs

1.1. En général

La Commission s'est prononcée sur les différents projets législatifs de la Confédération et du canton.

- La Commission a donné son avis sur des projets transmis par la **Confédération** :
 - projet de loi fédérale sur les systèmes d'information de police de la Confédération (LSIP);
 - projet de loi instituant des mesures contre la propagande incitant à la violence et contre la violence lors de manifestations sportives;
 - avant-projet de la révision de la loi et de l'ordonnance sur les documents d'identité des ressortissants suisses.
- La Commission s'est aussi prononcée sur divers autres projets **cantonaux** :
 - avant-projet de règlement sur l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat (ROFC);
 - avant-projet de loi sur la statistique cantonale;
 - avant-projet de loi et projet d'ordonnance sur la légalisation des signatures;
 - projets de circulaires aux communes relatives à la mise en œuvre des nouveaux droits politiques octroyés par la Constitution cantonale;
 - postulat Nicolas Bürgisser/Solange Berset concernant l'augmentation des cas de violence physique et psychique contre les assistants sociaux, les autorités, les juges et les enseignants – est-il possible de prévenir ces cas et de pénaliser plus sévèrement les auteurs ?
 - avant-projet de loi modifiant la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie;
 - avant-projet de règlement concernant la Commission consultative permanente pour les questions de personnel (CCPQP);
 - avant-projet de loi sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (LIAE);
 - projet de loi modifiant la loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles;
 - avant-projet de loi concernant le Réseau hospitalier fribourgeois (RHF);

- avant-projet d'ordonnance modifiant le règlement sur l'exercice des droits politiques (introduction des droits politiques des étrangers et des Suisses de l'étranger);
 - projet d'ordonnance sur le Service des bâtiments;
 - avant-projet de loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC);
 - avant-projet de règlement sur le tourisme;
 - avant-projet de loi sur la détention des chiens;
 - avant-projet de modification de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers), introduction d'un nouvel article 128a LPers (contribution de solidarité);
 - avant-projet d'ordonnance modifiant le règlement du 17 décembre 2002 du personnel de l'Etat (RPers, RSF 122.70.11), modification de l'article 82, al. 2, 1ère phr. RPers;
 - avant-projet d'ordonnance relative aux sites internet de l'Etat de Fribourg;
 - avant-projet de loi sur les eaux.
- La Commission s'est encore prononcée sur d'**autres projets particuliers** :
 - mise en œuvre des accords de Schengen et Dublin dans les cantons – travaux à entreprendre au niveau cantonal;
 - règlement de communication de données personnelles du Registre foncier;
 - règlement des routes de la Ville de Morat (Strassenreglement der Stadt Murten);
 - dispositions réglementaires sur la surveillance vidéo;
 - règlement concernant les médecins qui cessent leurs activités;
 - règlement sur la protection des données de l'Hôpital du district du Lac.

De manière générale, l'Autorité de surveillance a constaté que la protection des données est **prise en compte** par le législateur cantonal et les projets importants lui sont normalement communiqués. La Commission reçoit également d'autres projets relativement éloignés de la protection des données; elle se limite alors à une prise de position ponctuelle. Elle estime cependant très important qu'elle soit informée et consultée largement car les projets de loi dans les domaines les plus divers ont souvent une influence sur les solutions que la Commission ou la Préposée préconise dans d'autres dossiers; en outre, il est nécessaire que l'Autorité de surveillance soit au courant de l'évolution législative générale dans le canton. De surcroît la Commission a donné son avis sur différents sujets en dehors de la procédure législative « ordinaire ». La Commission se prononce le plus souvent suite à des interpellations concrètes de la part des personnes et/ou autorités intéressées.

1.2. Quelques exemples de prises de position particulières

1.2.1. Avant-projet de modification de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers), introduction d'un nouvel art. 128a LPers (contribution de solidarité)

La Commission a émis l'avis que la disposition projetée n'était pas constitutionnelle parce que l'Etat n'a pas à connaître les personnes qui sont affiliées ou qui veulent apporter un soutien financier à un syndicat. Les **opinions syndicales** sont des données sensibles (art. 3 LPrD) et les procédés prévus ne permettent pas d'assurer l'anonymat des employé-es de l'Etat. La Commission a contesté l'opportunité de mettre le fichier du personnel ainsi indirectement à la disposition de la Fédération des associations du personnel des services

publics du canton de Fribourg (FEDE) et a considéré qu'il serait inadmissible d'établir des listes de personnes qui n'ont pas voulu souscrire à un soutien financier ou qui veulent le faire.

1.2.2. Avant-projet de règlement sur le tourisme

La Commission a souligné que tous les fichiers (octrois, renouvellement, refus et retraits des reconnaissances officielles; les propriétaires, débiteurs de taxes de séjour, services hôteliers, personnes en séjour professionnel, étudiants, gestion des procédures, encaissements, etc.) doivent être soigneusement réglementés. Si ces fichiers devaient être accessibles en **procédure d'appel**, il faudrait une base légale et un règlement d'utilisation (art. 10 al. 2 LPrD, art. 2 al. 1 Règlement 29 juin 1999 sur la sécurité des données personnelles, RSD).

1.2.3. Avant-projet de loi sur les détenteurs de chiens

La Commission a estimé que le fichier constitué ne doit être utilisé que dans le but de la protection du public contre les chiens et que le fichier ne doit contenir que des données conformes à la **finalité** de la loi. Le fichier ne serait pas conforme à la loi s'il devait contenir des informations sur les personnes qui détiennent des chiens.

1.2.4. Avant-projet de loi sur la statistique cantonale

La Commission a attiré l'attention sur le fait que la loi ne pourrait être déclarée applicable que dans le respect des principes de proportionnalité et de nécessité, ainsi que du secret professionnel. Elle a souligné que les données personnelles doivent en principe être **récoltées directement** auprès des personnes concernées (relevés directs). Pour procéder à des relevés indirects, il faut une justification au sens de l'art. 9 al. 1 2^e phrase LPrD. La plupart du temps, il suffit aux statisticiens de disposer d'**extraits**, surtout si la base de données contient des données couvertes par le secret professionnel (données médicales, par ex.). La Commission a proposé que la loi distingue entre les statistiques obligatoires et les statistiques facultatives (par ex. lors d'enquêtes internes à l'administration cantonale) et que l'**anonymisation** des données soit assurée le plus tôt possible (déjà à la source) pour éviter des atteintes à la personnalité.

1.2.5. Avant-projet de loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions

La Commission a proposé que le contenu des publications dans la Feuille officielle soit clairement défini au moins en mentionnant les **catégories** de données et que les prix et coûts des travaux n'y figurent pas. Sachant que certaines communes donnent accès aux dossiers de mise à l'enquête à certains éventuels opposants avant la publication dans la FO, il faudrait régler expressément cette question pour respecter le principe de l'égalité de traitement.

1.2.6. Avant-projet de loi modifiant la loi d'application de la LAMal

La question du moment de la transmission à la commune des personnes qui ne paient pas leurs cotisations d'assurance maladie est une question délicate à apprécier sous l'angle des principes de finalité et de **proportionnalité** en évitant des atteintes inutiles aux droits fondamentaux. La Commission a estimé que la communication ne peut être faite qu'à partir

du moment des réquisitions de poursuite, à savoir lorsqu'on a des éléments permettant de conclure qu'il ne s'agit pas d'un simple oubli de payer ou de difficultés momentanées.

1.2.7. Avant-projet de loi concernant le réseau hospitalier fribourgeois (RHF)

Le système mis en place dans ce réseau hospitalier aura pour conséquence que des informations différentes concernant les patients seront regroupées dans un seul et même dossier. Il existe un grand risque que les principes de la protection des données ne soient pas respectés si toutes les données médicales sur une personne sont réunies dans un seul dossier auquel tout le personnel médical a un accès libre. En outre, les patients peuvent ne vouloir transmettre à leur assurance que les données sur une parmi plusieurs maladies ou hospitalisations. Dès lors, il faudra pouvoir, le cas échéant, fractionner et travailler le dossier avant de transmettre des informations. La Commission a émis des réserves en relation avec le secret professionnel et la légalité d'une extension de ce secret à l'organe de révision et à l'Inspection des finances.

2. Protection des données et tâches étatiques de contrôle

La **procédure** que la Préposée doit respecter lorsqu'elle est interpellée et qu'on lui demande son avis (art. 31 a. 2 lit. b et c LPrD) est satisfaisante en matière d'interventions. Le fonctionnement reste cependant **informel** puisqu'il n'existe pas de règles édictées à cet effet. Il suit le schéma suivant. La Préposée sollicite dans la mesure du possible des renseignements à l'organe public cantonal ou communal. Elle recourt si possible systématiquement aux personnes de contact en matière de protection des données, même si parfois ces personnes sont impliquées dans certains dossiers ou projets, voire sont chargées par la hiérarchie administrative d'en assurer le succès. Ce procédé, auquel la Préposée a eu l'occasion de recourir de façon réitérée, permet une meilleure intégration des différents avis en présence et une rationalisation du travail.

3. Sécurité et contrôle

En 2005, deux contrôles ont été effectués (art. 31 al. 2 let. a LPrD) sur le **fonctionnement concret** en matière de protection des données d'un service de l'Etat et d'une commune. Le service a été choisi d'entente avec la direction concernée et la commune par tirage au sort parmi les communes fusionnées. Ces contrôles ont porté sur l'ensemble du fonctionnement de ces organes publics. Un questionnaire a été rempli avec le chef de service, respectivement le syndic avec des collaborateurs choisis. Ces personnes y ont répondu au cours d'un entretien avec la responsable de l'entreprise mandatée, accompagnée d'une collaboratrice chargée du procès-verbal, et en présence de la Préposée. Ceci a abouti à des rapports contenant des recommandations à l'attention des organes concernés. Ces contrôles ont mis en évidence certains aspects qui méritaient d'être réexaminés, modifiés ou améliorés. Un suivi est effectué pour vérifier la mise en œuvre des recommandations.

En 2006, de nouveaux contrôles sont programmés.

4. Autres activités

La Commission – ou sa Présidente, respectivement le Président ad intérim – a eu en outre de nombreuses autres activités ponctuelles. Les exemples suivants peuvent être cités :

- La question de la **communication** de données personnelles sensibles par les **organes publics** est toujours à l'ordre du jour des travaux de la Commission (et de la Préposée). Des réflexions approfondies sont menées dans le cadre des travaux législatifs préparatoires en matière d'information du public.
- La Commission a abordé les questions relatives à la **surveillance vidéo** à laquelle ont recours de plus en plus d'organes publics (passages souterrains, routes, déchetteries, écoles). Ces réflexions ont abouti à un aide-mémoire de la Préposée regroupant un certain nombre de conseils et de propositions de précautions à prendre pour éviter les atteintes à la personnalité.
- De manière régulière, la Commission ou la Présidente discute et prend position par rapport à certains dossiers gérés par la Préposée qui soulèvent **des questions de principe** (par ex. les sites à contrôle d'accès, les publications sur internet).

III. ACTIVITES PRINCIPALES DE LA PREPOSEE

1. Statistiques et appréciation générale

Durant la période considérée, **175 dossiers** ont été introduits, dont 31 sont pendants. 11 dossiers de longue durée sont encore ouverts. Ce sont par ex. la biométrie, la surveillance vidéo, l'information du public, la sécurité informatique, le dossier informatique du patient, le contenu des registres des contrôles des habitants, la mise sur internet du registre des fichiers, la carte d'identité digitale. 123 conseils et renseignements, 37 examens de dispositions législatives, 3 contrôles, 12 présentations et rapports. 62 dossiers concernent des organes cantonaux ou des institutions chargées de tâches publiques, 44 des communes et paroisses, 28 d'autres organismes publics (cantons, autorités de protection des données) et 41 des particuliers ou institutions privées (cf. statistiques annexées). 5 dossiers réactivés et 42 dossiers pendants des années précédentes ont été liquidés.

2. Conseils et avis fournis aux autorités

2.1. Généralités

La Préposée a apporté un soutien à l'élaboration de **directives**, notamment celles de la DICS et de FRI-TIC pour les publications sur internet et de la HEds pour les travaux des étudiant-es. Elle a encore publié un nouvel **aide-mémoire** sur la communication des données personnelles par courrier électronique.

La mise à jour du **guide** à l'attention des communes a paru à la fin de l'année 2004 et connaît un bon succès. Très rapidement épuisé, un tirage supplémentaire a été effectué. Cependant, le guide ne traite pas de toutes les questions qui se présentent aux communes, le personnel change et de nouvelles questions se présentent. Dès lors, les communes ont malgré tout souvent besoin d'un **contact** oral ou écrit avec la Préposée.

Le réseau d'une vingtaine de personnes dites « **personnes de contact** en matière de protection des données » des directions, services et établissements principaux est régulièrement réuni par la Préposée pour des échanges d'informations, des discussions, de la formation personnelle dans divers domaines. En 2005, cela a été plus particulièrement le cas sur la surveillance vidéo, l'outsourcing, les sites à contrôles d'accès, un règlement-type d'utilisation en matière de procédure d'appel.

La Préposée fait son possible pour intégrer les **autorités communales** dans son travail d'information (réunions régulières); l'expérience montre en effet qu'une protection des données ne peut être efficace que si les autorités qui en ont la charge assument leur tâche de manière active et échangent leurs réflexions et procédés respectifs. C'est ainsi que ces autorités se sont plus particulièrement occupées de la surveillance vidéo, de la communication de la liste des étrangers au bénéfice d'un permis C aux partis politiques, du contenu des registres de contrôle des habitants, de la consultation des dossiers de construction.

Des discussions ont régulièrement lieu entre la Préposée et le collaborateur chargé de la **sécurité** informatique auprès du SITel.

La Préposée est membre de la Commission des Archives.

2.2. Avis et renseignements

Une grande partie des questions touchait des services de l'administration publique. Les demandes portaient sur des **questions générales**, par ex. la surveillance vidéo, les publications sur internet, les travaux de recherche, le droit d'accès aux dossiers d'enquêtes préalables en matière de construction, la consultation des registres de décès) et sur des **points précis**, par ex. la collecte d'informations par l'AI et la procuration générale, la communication d'informations en assemblée communale, la communication des bordereaux de salaire, le système informatique RERO des bibliothèques et les mots de passe).

La Préposée a régulièrement l'occasion de souligner que la protection des données ne doit pas être comprise comme un frein à l'accomplissement des tâches, ni au développement, mais comme une nécessité pour pondérer les différents intérêts en présence et permettre un accès légitime à l'information tout en préservant les droits des individus. Le cadre légal doit être suffisant pour assurer l'équilibre entre les besoins des utilisateurs, respectivement les intérêts publics, et le respect de la vie privée des individus.

D'autres avis portaient sur des questions posées par des personnes et des organismes privés qui voulaient être renseignés sur leurs droits et leurs obligations face à l'administration cantonale et communale.

3. Exemples de réponses/d'avis rendus par la Préposée

3.1. Projets de circulaires aux communes relatives à la mise en œuvre des nouveaux droits politiques octroyés par la Constitution

En ce qui concerne la communication de la **liste des étrangers** (nouveaux électeurs), la Préposée a proposé que des précisions soient apportées pour que les communes sachent ce qu'elles peuvent fournir aux partis politiques et groupes d'électeurs-trices. Par ex. s'ils reçoivent une copie de tout le registre électoral, si le registre ne devrait pas contenir une mention permettant de savoir si l'électeur ou l'électrice vote seulement au niveau communal ou vote sur les trois niveaux (communal, cantonal, fédéral) et si des extraits du registre peuvent être fournis sur la base de critères tels que les nouveaux arrivés, les majoritaires, les étrangers.

3.2. Communication des notes des apprentis à l'employeur

La Préposée a répondu positivement à la question de l'admissibilité de la communication des **notes** d'un apprenti à son employeur, en l'occurrence un conseil communal. Pour accomplir sa tâche d'employeur et maître d'apprentissage, il a besoin de connaître les résultats de l'apprenti et on peut partir de l'idée que l'apprenti a donné son consentement par sa signature du contrat. Néanmoins, une information claire sur le procédé devrait être donnée de façon à respecter les règles de la bonne foi.

3.3. Commissions de l'Etat et appartenance religieuse des député-es

La Préposée a répondu par la négative à la question de savoir si la **religion** ou la confession des député-es faisant partie de commissions de l'Etat peut figurer sur un site à contrôle d'accès (chaque Direction ne pouvant voir que les commissions la concernant). Indiquer son appartenance religieuse n'est pas une exigence pour une élection, ni pour le travail de député. La collecte et la communication, même limitées, de cette donnée sensible ne reposent pas sur des bases légales et ne répondent pas aux exigences du principe de la proportionnalité.

3.4. Divulgence d'informations aux médias – secret de fonction

La Préposée a répondu négativement à la demande d'un organe public qui demandait s'il pouvait donner des informations à la presse pour rectifier les propos, manifestement faux ou volontairement lacunaires d'un requérant d'asile à la presse. L'organe public est tenu par le **secret de fonction** et même si le requérant d'asile porte son cas sur la place publique, cet organe public se doit de garder ses distances sans tomber dans le piège de la polémique en tenant compte notamment du respect qu'il doit observer de l'intérêt public, des droits fondamentaux de la personne et de la protection des données. Le comportement d'un service qui remplit ses tâches légales n'est pas de même niveau que celui de la personne individuelle qui, en désaccord avec l'autorité parce qu'elle n'obtient pas ce qu'elle souhaite, s'adresse aux médias pour essayer d'influencer le comportement de l'organe public. Si l'organe public devait estimer qu'il devrait défendre sa politique dans un cas où il est violemment pris à partie, il devra préalablement obtenir le consentement écrit de l'autorité supérieure. Dans son appréciation, l'autorité supérieure évaluera l'intérêt public à faire ou à ne pas faire les révélations sans esprit de rétorsion et dans l'affirmative, évaluer l'étendue de la communication

sous l'angle du principe de la **proportionnalité** en tenant compte des éventuels autres moyens à disposition (plainte pénale, information plus générale sur la politique de l'organe public, etc.).

3.5. Communication de données pour la tenue du Registre fédéral des bâtiments et des logements

La Préposée a répondu qu'il n'existe pas de base légale fédérales et/ou cantonales permettant de récolter les noms et prénoms des propriétaires pour la tenue du RegBL.

3.6. Communication à l'AI

La Préposée a répondu par la négative à la question de savoir si une commune peut répondre par téléphone à la requête de l'Office AI qui voulait recevoir l'information avérée du travail d'un habitant de la commune. Une disposition fédérale prévoit qu'une demande écrite et motivée doit être présentée par l'Office AI.

4. Travaux pour la Commission

La Préposée a assuré la préparation des séances et des dossiers y relatifs (notamment 37 procédures de consultation et examens de dispositions législatives) et la diffusion aux membres de documents, informations et études sur des questions générales ou particulières.

5. Registre des fichiers

Les travaux effectués par l'entreprise mandatée par l'Autorité et en collaboration avec le SITel pour la publication du **registre des fichiers sur internet « ReFi »** sont en phase finale; la mise en production est imminente. Les directions et les personnes seront informées du travail à fournir pour les déclarations, puis pour leurs mises à jour ultérieures. Ce mode de faire répondra au souci de simplification du travail et de meilleur accès à l'information pour les personnes (internauts) qui souhaitent exercer leur droit d'accès (art. 23 LPrD).

IV. REMARQUES FINALES

En l'an 2006, l'Autorité de surveillance prévoit de mettre l'accent sur les tâches suivantes :

- effectuer des *contrôles*, dans les limites du budget à disposition;
- mettre le *REFI* au service du public par internet et assurer les déclarations des organes publics;
- publier le guide sur le *concept en matière de protection des données* dans les administrations publiques et établir un aide-mémoire sur les *procédures d'appel et leurs règlements d'utilisation*;
- poursuivre les travaux de préparation à une législation sur l'*information du public*;

- collaborer aux réflexions de la mise en œuvre des bilatérales *Schengen/Dublin*;
- examiner avec les services les questions concernant la protection des données liées au *dossier informatisé du patient*.

L'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données souhaite **remercier** tous les organes publics pour l'excellente collaboration développée jusqu'ici et l'attitude positive qu'ils manifestent envers leur obligation de respecter les dispositions légales sur la protection des données personnelles et par là les personnes; ces remerciements s'adressent en particulier aux personnes de contact au sein de l'administration ou des établissements cantonaux qui aident efficacement la Préposée dans l'accomplissement de ses tâches ainsi qu'aux communes qui ont mis en place des autorités communales de surveillance en matière de protection des données personnelles.

Statistiques 2005

Demandes / interventions	
Avis	123 (108) *
Contrôles	3 (1) *
Législations	37 (26) *
Présentations	12 (8) *
Total	175 (143) *

- Les avis sont rendus par la Préposée; ils comprennent les conseils aux organes publics, les renseignements aux particuliers. Les avis touchent notamment la collecte et la communication, la publication sur internet, le droit d'accès, la conservation, la destruction et l'archivage, la sécurité, le secret de fonction et le secret professionnel.
- Le terme « législations » comprend les travaux de réflexion sur des dispositions législatives et les réponses aux consultations.
- La notion de « présentations » recouvre les exposés, rapports, études, participations à des colloques de la Préposée.
- L'ensemble comprend des dossiers de longue durée qui sont par ex. les données biométriques, la loi sur l'information du public, la surveillance vidéo, le dossier informatique du patient, le contenu des registres des contrôles des habitants, la mise sur internet du registre des fichiers, la carte d'identité digitale.

Provenance des demandes / destinataires des interventions			
Offices cantonaux	Communes/Paroisses	Particuliers et institutions privées	Autres organismes de droit public
62 (51)*	44 (29)*	41 (43)*	28 (20)*

- Les particuliers comprennent aussi les collaborateurs/trices de l'Etat.
- Les autres organismes de droit public englobent les autorités communales, cantonales, fédérale de protection des données, ainsi que les institutions chargées de tâches publiques.

*Les chiffres entre parenthèses représentent les dossiers traités en 2004.

I. GESETZLICHE GRUNDLAGEN, AUFGABEN UND ORGANISATION DER AUFSICHTSBEHÖRDE

1. Allgemeines

Das freiburgische Gesetz über den Datenschutz (DSchG) bezweckt den Schutz der **Grundrechte** von Personen, wenn öffentliche Organe des Kantons Daten über sie bearbeiten. Das Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) gilt hingegen für das Bearbeiten von Daten durch Bundesorgane und Privatpersonen.

Die Aufsicht über den Datenschutz wird im Kanton Freiburg von einer kantonalen **Behörde** ausgeübt, die sich aus einer Kommission und einem(r) Beauftragten zusammensetzt.

Die **Kommission** hat gemäss Artikel 30 DSchG insbesondere folgende Aufgaben:

- sie leitet die Tätigkeit der Datenschutzbeauftragten;
- sie nimmt Stellung zu Entwürfen von Erlassen, die den Datenschutz betreffen, sowie in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen;
- sie fordert die zuständige Behörde auf, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, wenn gesetzliche Vorschriften verletzt werden oder verletzt werden könnten;
- sie übt die Oberaufsicht über die kommunalen Aufsichtsbehörden aus, die ihr einen Tätigkeitsbericht zustellen.

Die **Datenschutzbeauftragte** hat gemäss Artikel 31 DSchG hauptsächlich folgende Aufgaben:

- sie überwacht die Anwendung der Gesetzgebung über den Datenschutz, namentlich durch systematische Überprüfungen bei den betreffenden Organen;
- sie berät die betreffenden Organe, namentlich bei der Planung von Datenbearbeitungsvorhaben;
- sie informiert die betroffenen Personen über ihre Rechte;
- sie führt die ihr von der Kommission übertragenen Aufgaben aus;
- sie führt das Register der Datensammlungen (Art. 21 Abs. 3 DSchG).

Das Gesetz sieht keine strikte Aufteilung der Aufsichtsaufgaben zwischen der Kommission und der Datenschutzbeauftragten vor. Die Kommission hat sich wie bisher (vgl. Tätigkeitsberichte der Vorjahre) die Aufgaben **gesetzgeberischer** Natur und die Dossiers vorbehalten, bei denen eine **allgemeine Datenschutzpolitik** festgelegt werden muss. Die Kommission ist der Ansicht, dass sich diese Praxis mit den erforderlichen Anpassungen im einen oder anderen konkreten Fall insgesamt bewährt hat.

Schliesslich ist auch darauf hinzuweisen, dass der Gesetzgeber der Aufsichtsbehörde keine **Entscheidungsbefugnis** eingeräumt hat; diese steht den Verwaltungsbehörden zu, und die Bürgerinnen und Bürger, die sich beschweren wollen, können an die ordentliche Verwaltungsgerichtsbarkeit gelangen.

2. Öffentlichkeitsarbeit

Nach Artikel 30 Abs. 3 DSchG kann die Kommission, soweit das allgemeine Interesse es rechtfertigt, die Öffentlichkeit über ihre Tätigkeiten oder Empfehlungen **informieren**. Bislang hat die Kommission hier Zurückhaltung geübt, um die Wirkung dieser Möglichkeit nicht zu schmälern. Im Jahr 2005 führte die Kommission ihre traditionelle Pressekonferenz durch und beantwortete bei der einen oder anderen Gelegenheit Fragen von Journalisten insbesondere zur Videoüberwachung und zur Umsetzung der neuen Verfassung in Zusammenhang mit dem Ausländerstimmrecht.

Die **Website** der Aufsichtsbehörde für Datenschutz des Kantons Freiburg www.fr.ch/sprd wird oft besucht, und zwar durchschnittlich 4 117 Mal pro Monat. Die durchschnittliche Zugriffsdauer beträgt rund vier Minuten für die Konsultation von durchschnittlich zwei Seiten.

3. Organisation

3.1. Kantonale Aufsichtskommission

Die Kommission wurde bis Ende März 2005 von *Astrid Epiney*, Professorin für Völkerrecht, Europarecht und schweizerisches öffentliches Recht, geschäftsführende Direktorin des Instituts für Europarecht an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg, präsiert. Ihre Nachfolgerin ist *Alexandra Rumo-Jungo*, Professorin für Privatrecht und Präsidentin des inter fakultäten Instituts für Familienforschung und beratung an der gleichen Fakultät. Da Frau Rumo-Jungo ihr Amt erst im Herbst antreten konnte, übernahm Kommissionsmitglied *François-Dominique Meyer*, Arzt in Villars-sur-Glâne, das Präsidium ad interim. Die übrigen Mitglieder der Kommission waren: *Joseph Eigenmann*, Arzt, Corminboeuf, *Johannes Froelicher*, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Verwaltungsgericht, und *Catherine Yesil-Huguenot*, Juristin, Estavayer-le-Gibloux.

Die Kommission hielt im Jahr 2005 acht Sitzungen ab. Ein ausführliches Protokoll hält die Beratungen und die Entscheide der Kommission fest. Protokoll führten *Florence Rivière*, Juristin, und anschliessend *Katharina Jeger*, ebenfalls Juristin.

Neben den Sitzungen betreuten die bisherige Präsidentin, der Interimspräsident und anschliessend die neue Präsidentin die Dossiers, erledigten die Korrespondenz, besprachen sich mit der Datenschutzbeauftragten und trafen sich mit Dritten. Diese Arbeit nahm über das ganze Jahr gesehen insgesamt über 60 Stunden in Anspruch.

3.2. Datenschutzbeauftragte

Die Datenschutzbeauftragte und ihre Sekretärin arbeiten zu je 50 %.

In den ersten fünf Monaten des Berichtsjahres arbeitete eine Praktikantin zu 50 % für die Aufsichtsbehörde und half mit, die Arbeit, die sich angehäuft hatte, abzubauen. Sie unterstützt die Datenschutzbeauftragte bei Arbeiten, die juristische Recherchen erforderten (Instruktion der Dossiers, Vorbereitung von Stellungnahmen, Ausarbeitung von Merkblättern). Die Praktikantin führte dann auf Auftragsbasis noch die angefangene Arbeit über das Projekt eines Datenschutz-

konzepts (wird erscheinen) zu Ende. Ab November konnte die Datenschutzbeauftragte wieder eine Praktikantin für weitere fünf Monate anstellen.

3.3. Gemeinden

Die Gemeinden können laut Artikel 29 Abs. 2 DSchG eine eigene Aufsichtsbehörde bestellen. Die kantonale Kommission übt in diesem Fall nur noch die Oberaufsicht über diese Gemeindebehörden aus, die ihr einen Tätigkeitsbericht unterbreiten.

Die Gemeinden *Bulle*, *Freiburg*, *Marly* und *Villars-sur-Glâne* haben auf der Grundlage eines Reglements, bei dem die kantonale Behörde aktiv mitwirkte, eine eigene Aufsichtsbehörde eingesetzt. Diese Reglemente müssen jeweils die **Unabhängigkeit** der Gemeindebehörde gegenüber der Gemeindeverwaltung und der Gemeindeexekutiven garantieren. Im Jahr 2005 hat die Gemeinde Villars-sur-Glâne ihre Aufsichtsbehörde auf der Grundlage der von der kantonalen Aufsichtsbehörde gemachten Bemerkungen reorganisiert (Unabhängigkeit des Präsidenten).

Bis zur Fertigstellung dieses Tätigkeitsberichts wurden der kantonalen Kommission die Berichte dieser vier Gemeindebehörden für das Jahr 2005 unterbreitet. Sie erfüllen die Anforderungen des DSchG, und die kantonale Aufsichtsbehörde dankt allen, die sich in den verschiedenen Gemeindeorganen engagieren.

3.4. Verein DSB + CPD.CH und Beziehungen zum Bund

Im Bestreben um Koordination und Effizienz arbeitet die Datenschutzbeauftragte mit dem **Eidgenössischen Datenschutzbeauftragten** und den mit dem Datenschutz befassten Behörden in den anderen Kantonen zusammen, insbesondere im Rahmen des Vereins der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten **DSB+CPD.CH**.

- Die Datenschutzbeauftragte leistete zu allgemeinen Fragen von nationaler oder kantonsübergreifender Bedeutung ihren Beitrag und konnte von den im Rahmen des Vereins der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten (DSB+CPD.CH) geleisteten Arbeiten profitieren. Präsident des Vereins ist gegenwärtig der Datenschutzbeauftragte des Kantons Zürich. Der Arbeitsaufwand ist beträchtlich. Im Rahmen des Büros, dem die Datenschutzbeauftragte des Kantons Freiburg angehört, wurde vertieft auf gewisse **Vernehmlassungsverfahren** (beispielsweise Gesetz und Verordnung über Ausweise für Schweizer Staatsangehörige, Gesetz über die polizeilichen Informationssysteme des Bundes, Gesetz über Massnahmen gegen Gewaltpropaganda und Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen) und **aktuelle Themen** eingegangen (beispielsweise Schengen/Dublin-Abkommen, biometrische Daten, eidgenössische Volkszählung 2010 und damit zusammenhängende Themen wie AHV-Nr., Harmonisierung der Register, sektoriellen Personenidentifikatoren - SPIN). Die Plenumsversammlung fand im Frühjahr in St. Gallen statt mit einem Vortrag zum Thema «Datenschutz im Gesundheits- und Sozialversicherungsbereich - Status und Herausforderungen» und die Schweizerische Konferenz der Datenschutzbeauftragten im Herbst in Freiburg zum Thema VICLAS (Violent Crime Linkage Analysis System).
- Im Jahr 2005 präsidierte die Datenschutzbeauftragte des Kantons Freiburg die Arbeitsgruppe «**AEWK**» (Arbeitsgruppe für Einwohnerkontrolle), die sich mit dem komplexen Bereich der Einwohnerkontrollregister befasste. Ihre Feststellungen sollten die

- von einer Einwohnerkontrolle gestellten Fragen beantworten und es ermöglichen, die Arbeit dieser Gemeindedienste im Kanton Freiburg zu evaluieren.

Die Zusammenarbeit mit der Vereinigung ist sowohl auf der Ebene des Datenschutzes des Kantons Freiburg als auch auf gesamtschweizerischer Ebene sehr fruchtbar. Sie ermöglicht eine Koordinierung der gemeinsamen Anstrengungen, jederzeitige Information und Ausbildung sowie eine effizientere Arbeitsweise.

Im Jahr 2005 hat die jährliche Konferenz der Datenschutzbeauftragten im Kanton Freiburg stattgefunden. Die Aufsichtsbehörde hat die Gelegenheit genutzt und mit dem Institut für Europarecht der Rechtsfakultät der Universität Freiburg ein Kolloquium zum **10-jährigen Bestehen des kantonalen Datenschutzgesetzes** über das Thema der bilateralen Abkommen Schengen/Dublin organisiert.

II. HAUPTTÄTIGKEITEN DER KOMMISSION

1. Stellungnahmen insbesondere zu Erlassentwürfen

1.1. Im Allgemeinen

Die Kommission äusserte sich zu verschiedenen Erlassentwürfen des Bundes und des Kantons.

- Sie nahm zu den folgenden Entwürfen des **Bundes** Stellung:
 - Entwurf des Bundesgesetzes über die polizeilichen Informationssysteme des Bundes (BPI);
 - Entwurf eines Gesetzes über Massnahmen gegen Gewaltpropaganda und Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen;
 - Vorentwurf zur Revision des Gesetzes und der Verordnung über Ausweise für Schweizer Staatsangehörige.
- Sie hat auch zu verschiedenen anderen **kantonalen** Entwürfen Stellung genommen:
 - Vorentwurf des Reglements über die Organisation und die Arbeitsweise der Kommissionen des Staates (KomR);
 - Vorentwurf des Gesetzes über die kantonale Statistik (StatG);
 - Vorentwurf des Gesetzes und Entwurf der Verordnung über die Beglaubigung von Unterschriften;
 - Entwürfe von Rundschreiben an die Gemeinden über die Einführung politischen Rechte im Rahmen der Umsetzung der neuen Kantonsverfassung;
 - Postulat Nicolas Bürgisser/Solange Berset über physische und psychische Gewalt gegen Sozialarbeiter, Behördenmitglieder, Richter und Lehrer – Können solche Fälle verhindert und die Täter strenger bestraft werden?
 - Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung;
 - Vorentwurf des Reglements der Ständigen beratenden Kommission für Personalfragen;

- Vorentwurf des Gesetzes über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg;
 - Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten;
 - Vorentwurf des Gesetzes über das Freiburger Spitalnetz;
 - Verordnungsvorentwurf zur Änderung des Reglements über die Ausübung der politischen Rechte (Einführung der politischen Rechte für die Ausländer und Auslandschweizer);
 - Entwurf der Verordnung über das Hochbauamt;
 - Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Raumplanungs- und Baugesetzes vom 9. Mai 1983 (RPBG);
 - Vorentwurf des Tourismusreglements;
 - Vorentwurf des Gesetzes über die Hundehaltung (HHG);
 - Vorentwurf des Gesetzes über die Änderung des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG), Einführung eines neuen Artikels 128a StPG (Solidaritätsbeitrag);
 - Verordnungsvorentwurf zur Änderung des Reglements vom 17. Dezember 2002 über das Staatspersonal (StPR, SGF 122.70.11), Änderung von Artikel 82, Abs. 2, 1. Satz StPR;
 - Vorentwurf der Verordnung über die Websites des Staates Freiburg;
 - Vorentwurf des Gesetzes über die Gewässer.
- Die Kommission hat auch zu anderen **besonderen Entwürfen** Stellung genommen:
 - Umsetzung der Abkommen von Schengen und Dublin in den Kantonen – durchzuführende Arbeiten auf kantonaler Ebene;
 - Reglement über die Bekanntgabe von Personendaten des Grundbuchs;
 - Strassenreglement der Stadt Murten;
 - Reglementarische Bestimmungen über die Videoüberwachung;
 - Reglement über die Ärzte, die ihre Tätigkeit aufgeben;
 - Reglement über den Datenschutz am Bezirksspital See.

Ganz allgemein hat die Aufsichtsbehörde festgestellt, dass dem Datenschutz vom kantonalen Gesetzgeber **Rechnung getragen** wird, und es werden ihr normalerweise alle wichtigen Entwürfe unterbreitet. Ihr werden aber auch Entwürfe zugestellt, für die der Datenschutz kaum relevant ist. In diesen Fällen beschränkt sie sich jeweils auf eine sehr punktuelle Stellungnahme. Sie hält es jedoch für sehr wichtig, weitgehend informiert und konsultiert zu werden, da Gesetzesentwürfe in den verschiedensten Bereichen oft einen Einfluss auf die Lösungen haben, für die sich die Kommission oder die Datenschutzbeauftragte in anderen Dossiers ausspricht. Ausserdem muss die Aufsichtsbehörde über die allgemeine gesetzgeberische Entwicklung im Kanton auf dem Laufenden sein. Die Kommission nahm zudem auch zu verschiedenen Themen ausserhalb des «gewöhnlichen» Gesetzgebungsverfahrens Stellung. Sie äussert sich sehr oft zu konkreten Fragen von betroffenen Personen und/oder Behörden.

1.2. Einige Beispiele besonderer Stellungnahmen

1.2.1. Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPR), Einführung eines neuen Artikels 128a StPG (Solidaritätsbeitrag)

Die Kommission äusserte die Ansicht, dass die geplante Bestimmung nicht verfassungsmässig sei, weil der Staat nicht zu wissen braucht, wer Mitglied eines Personalverbands ist oder einen solchen finanziell unterstützen will. Die **gewerkschaftlichen Ansichten** sind besonders schützenswerte Personendaten (Art. 3 DSchG), und mit dem geplanten Vorgehen kann die Anonymität der Staatsangestellten nicht garantiert werden. Die Kommission war dagegen, die Daten auf diese Weise indirekt dem Dachverband des Personals öffentlicher Dienste (Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg [FEDE]) zur Verfügung zu stellen und beurteilte es als unzulässig, Listen von Personen zu erstellen, die sich weigern oder die einer finanziellen Unterstützung zustimmen.

1.2.2. Vorentwurf des Tourismusreglements

Die Kommission betonte, dass alle Datensammlungen (Erteilung, Erneuerung, Verweigerung und Entzug der offiziellen Anerkennung; Eigentümer, Schuldner der Aufenthaltstaxen, Einrichtungen mit Hotelservice, Personen mit beruflichem Aufenthalt, Studierende, Verfahrensverwaltung, Inkasso usw.) sorgfältig reglementiert werden müssen. Sollten diese Datensammlungen im **Abrufverfahren** zugänglich sein, so wäre dazu eine Rechtsgrundlage und ein Nutzungsreglement erforderlich (Art. 10 Abs. 2 DSchG, Art. 2 Abs. 1 Reglement vom 29. Juni 1999 über die Sicherheit der Personendaten, DSR).

1.2.3. Vorentwurf des Gesetzes über die Hundehaltung

Die Kommission war der Ansicht, dass die angelegte Datensammlung nur zum Zweck des Schutzes der Bevölkerung vor den Hunden verwendet werden und nur Daten entsprechend der **Zweckbestimmung** des Gesetzes enthalten dürfe. Die Datensammlung wäre nicht gesetzeskonform, wenn sie Informationen über Hundehalter enthalten würde.

1.2.4. Vorentwurf des Gesetzes über die kantonale Statistik

Die Kommission machte darauf aufmerksam, dass das Gesetz nur dann für anwendbar erklärt werden könne, wenn die Grundsätze der Verhältnismässigkeit und der Notwendigkeit sowie das Berufsgeheimnis gewahrt wären. Sie betonte, dass die Personendaten grundsätzlich **direkt bei den betroffenen Personen erhoben werden müssen** (direkte Datenerhebung). Für eine indirekte Datenerhebung ist eine Rechtfertigung im Sinne von Artikel 9 Abs. 1 2. Satz DSchG erforderlich. Meistens reichen den Statistikern **Datenauszüge**, vor allem wenn die Datenbank durch das Berufsgeheimnis geschützte Daten enthält (z.B. medizinische Daten.). Die Kommission schlug vor, im Gesetz zwischen obligatorischen und fakultativen Statistiken zu unterscheiden (z.B. bei Erhebungen innerhalb der Kantonsverwaltung) und dafür zu sorgen, dass die Daten so früh wie möglich **anonymisiert** werden (schon am Ursprung), um Persönlichkeitsverletzungen zu vermeiden.

1.2.5. Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Raumplanungs- und Baugesetzes vom 9. Mai 1983

Die Kommission schlug vor, den Inhalt der Veröffentlichungen im Amtsblatt klar zu definieren, zumindest mit der Angabe der **Datenkategorien**, und die Preise und Kosten der Arbeiten nicht anzugeben. Da einige Gemeinden gewissen eventuellen Einsprechern vor Veröffentlichung im Amtsblatte Einsicht in die Auflagedossiers geben, müsste diese Frage zur Wahrung des Grundsatzes der Gleichbehandlung ausdrücklich geregelt werden.

1.2.6. Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung

Die Frage, wann der Gemeinde die Personen gemeldet werden sollen, die ihre Krankenkassenbeiträge nicht bezahlen, ist im Hinblick auf die Grundsätze der Zweckmässigkeit und der **Verhältnismässigkeit** heikel zu beurteilen, will man unnötige Beeinträchtigungen der Grundrechte vermeiden. Die Kommission vertrat die Ansicht, die Bekanntgabe könne erst zum Zeitpunkt der Betreibungseröffnung erfolgen, das heisst, dann, wenn die Fakten vorliegen, die belegen, dass es sich nicht einfach um ein Versäumnis oder momentane finanzielle Schwierigkeiten handelt.

1.2.7. Vorentwurf des Gesetzes über das Freiburger Spitalnetz

Das im Rahmen dieses Spitalnetzes eingeführte System wird zur Folge haben, dass unterschiedliche Patienteninformationen in ein und demselben Dossier enthalten sind. Die Gefahr ist gross, dass die Datenschutzgrundsätze nicht eingehalten werden, wenn alle medizinischen Daten über eine Person in einem einzigen Dossier stehen, auf das das ganze medizinische Personal freien Zugriff hat. Ausserdem sollen die Patienten ihrer Versicherung nur die Daten bezüglich einer von mehreren Krankheiten oder Spitalaufenthalten übermitteln können. Daher müsste man das Dossier vor einer allfälligen Übermittlung von Personendaten aufteilen und bearbeiten können. Die Kommission brachte auch Vorbehalte bezüglich des Berufsgeheimnisses und der Rechtmässigkeit einer Ausdehnung dieser Geheimhaltungspflicht auf die Revisionsstelle und das Finanzinspektorat an.

2. Datenschutz und staatliche Kontrollaufgaben

Das **Vorgehen**, nach dem sich die Datenschutzbeauftragte zu richten hat, wenn ihr Fragen gestellt werden oder sie um eine Stellungnahme gebeten wird (Art. 31 Abs. 2 Bst. b und c DSchG), funktioniert gut, bleibt jedoch **formlos**, da keine diesbezüglichen Vorschriften erlassen wurden. Es läuft folgendermassen ab: Die Datenschutzbeauftragte holt soweit möglich beim öffentlichen kantonalen oder kommunalen Organ Auskünfte ein und wendet sich möglichst immer an die Kontaktperson für den Datenschutz, auch wenn diese Personen manchmal mit gewissen Dossiers oder Vorhaben befasst sind und von ihren Vorgesetzten den Auftrag haben, für die entsprechende Erledigung bzw. Durchführung zu sorgen. Dadurch lassen sich die verschiedenen Ansichten besser einbeziehen, und es kann rationeller gearbeitet werden, was offenbar auch bestens funktioniert.

3. Sicherheit und Kontrolle

Im Jahr 2005 wurden zwei Kontrollen (Art. 31 Abs. 2 Bst. a DSchG) der **konkreten Funktionsweise** im Bereich des Datenschutzes einer staatlichen Dienststelle und einer Gemeinde durchgeführt. Die Dienststelle war im Einvernehmen mit der betreffenden Direktion ausgewählt, die Gemeinde unter den fusionierten Gemeinden ausgelost. Bei diesen Kontrollen wurde die gesamte Funktionsweise dieser öffentlichen Organe durchleuchtet, mit einem Fragebogen, der vom Dienstchef beziehungsweise vom Gemeindeammann mit ausgewählten Mitarbeitern in einem Gespräch mit der Verantwortlichen der beauftragten Firma beantwortet wurde. Bei diesem Gespräch waren auch eine Mitarbeiterin, die Protokoll führte, sowie die Datenschutzbeauftragte anwesend. Im Anschluss daran wurden entsprechende Berichte mit Empfehlungen an die betreffenden Organe verfasst. Mit diesen Kontrollen konnte festgestellt werden, dass einige Aspekte überprüft, geändert oder verbessert werden sollten. Es wird nachkontrolliert, ob diese Empfehlungen umgesetzt werden.

Im Jahr 2006 sind neue Kontrollen geplant.

4. Weitere Tätigkeiten

Die Kommission – oder ihre Präsidentin beziehungsweise der Interimspräsident – war auch noch in manchen anderen Bereichen tätig, wie die folgenden Beispiele zeigen:

- Die Frage der **Bekanntgabe** besonders schützenswerter Personendaten durch **öffentliche Organe** steht immer noch auf der Tagesordnung der Kommission (und der Datenschutzbeauftragten). Im Rahmen der Gesetzgebungsvorarbeiten bezüglich der Information der Öffentlichkeit werden eingehende Überlegungen dazu gemacht.
- Die Kommission hat sich mit den Fragen zur **Videoüberwachung** befasst, auf die immer mehr öffentliche Organe zurückgreifen (Unterführungen, Strassen, Deponien, Schulen). Die Datenschutzbeauftragte hat zu diesem Thema ein Merkblatt mit verschiedenen Ratschlägen und Vorsichtsmassnahmen zur Verhinderung von Persönlichkeitsverletzungen herausgegeben.
- Die Kommission oder die Präsidentin diskutiert regelmässig bestimmte Dossiers, mit denen die Datenschutzbeauftragte befasst ist und die **Grundsatzfragen** aufwerfen, und nimmt dazu Stellung (z.B. Sites mit Zugangskontrolle, Veröffentlichungen auf dem Internet).

III. HAUPTAKTIVITÄTEN DER DATENSCHUTZBEAUFTRAGTEN

1. Statistiken und Gesamtbeurteilung

Im Berichtsjahr wurden **175 Dossiers** eingereicht, wovon 31 noch hängig sind. Auch 11 langfristige Dossiers aus den Vorjahren sind noch offen. Dazu gehören z.B. Biometrie, Videoüberwachung, Information der Öffentlichkeit, Informatiksicherheit, elektronisches Patientendossier, Inhalt der Register der Einwohnerkontrollen, Veröffentlichung der Register der Datensammlungen auf dem Internet, elektronische Identitätskarte. Die Datenschutzbeauftragte war in 123 Fällen beratend tätig und erteilte Auskünfte, befasste sich in 37 Fällen mit der Prüfung

gesetzlicher Bestimmungen, nahm 3 Kontrollen vor und verfasste 12 Präsentationen und Berichte. 62 Dossiers betrafen kantonale Stellen oder mit öffentlichen Aufgaben betraute Institutionen, 44 Gemeinden, 28 andere staatliche Organe (Kantone, Datenschutzbehörden) und 41 Privatpersonen oder private Institutionen (s. Statistiken im Anhang). 5 wieder aufgenommene und 42 hängige Dossiers aus den Vorjahren wurden erledigt.

2. Beratung der Behörden und Stellungnahmen

2.1. Allgemeines

Die Datenschutzbeauftragte half bei der Ausarbeitung von **Weisungen und Richtlinien** mit, insbesondere derjenigen der Erziehungsdirektion und von FR-IKT für die Veröffentlichungen auf dem Internet und der HSfG für die Arbeiten von Studierenden. Sie hat auch noch ein neues **Merkblatt** über die Bekanntgabe von Personendaten per E-Mail veröffentlicht.

Die aktualisierte Fassung des **Leitfadens** zuhanden der Gemeinden ist Ende 2004 erschienen und auf grosses Interesse gestossen. Da er jedoch rasch vergriffen war, ist eine neue Auflage herausgegeben worden. Der Leitfaden beantwortet nicht alle Fragen, mit der die Gemeinden konfrontiert werden, das Personal wechselt auch öfter und es stellen sich immer wieder neue Fragen. Deshalb müssen sich die Gemeinden oft doch noch direkt mündlich oder schriftlich an die Datenschutzbeauftragte wenden.

Die rund 20 sogenannten «**Kontaktpersonen** für den Datenschutz» der Direktionen und wichtigsten Dienststellen und Anstalten werden von der Datenschutzbeauftragten regelmässig zu einem Informations- und Meinungsaustausch sowie zu Ausbildungszwecken in verschiedenen Bereichen eingeladen. Im Jahr 2005 betraf dies insbesondere die Videoüberwachung, das Outsourcing, die Websites mit Zugangskontrolle und ein Musterreglement in Sachen Abrufverfahren.

Die Datenschutzbeauftragte versucht so gut wie möglich, die **Gemeindebehörden** in ihre Informationsarbeit mit einzubeziehen (regelmässige Zusammenkünfte); die Erfahrung hat nämlich gezeigt, dass der Datenschutz nur dann wirksam sein kann, wenn die damit beauftragten Behörden ihre Aufgabe aktiv wahrnehmen und sich über ihre Überlegungen und das entsprechende Vorgehen austauschen. So haben sich diese Behörden vor allem mit der Videoüberwachung, der Bekanntgabe der Liste von Ausländern mit einem C-Ausweis an politische Parteien, dem Inhalt der Einwohnerkontrollregister und der Einsicht in Baudossiers befasst.

Zwischen der Datenschutzbeauftragten und dem Verantwortlichen für die **Informatiksicherheit** beim Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) finden regelmässige Gespräche statt.

Die Datenschutzbeauftragte ist auch Mitglied der Kommission des Staatsarchivs.

2.2. Stellungnahmen und Auskünfte

Viele Fragen betrafen Dienststellen der öffentlichen Verwaltung. Die Anfragen bezogen sich auf **allgemeine Fragen**, (z.B. Videoüberwachung, Veröffentlichungen auf dem Internet,

Forschungsarbeiten, Auskunftsrecht für Dossiers über Voruntersuchungen im Bauwesen, Einsichtnahme in Sterberegister), aber auch auf ganz **bestimmte Punkte**, z.B. Informationsbeschaffung durch die IV und Generalbevollmächtigung, Bekanntgabe von Informationen an einer Gemeindeversammlung, von Lohnabrechnungen, das Bibliotheken-Informatiksystem RERO und die Passwörter.

Die Datenschutzbeauftragte betont immer wieder, dass der Datenschutz nicht als Hindernis bei der Aufgabenerfüllung verstanden werden darf, sondern als Notwendigkeit, um die verschiedenen bestehenden Interessen abzuwägen, einen legitimen Informationszugang zu ermöglichen und dabei die Rechte der Einzelnen zu wahren. Es muss ein ausreichender gesetzlicher Rahmen gegeben sein, um ein Gleichgewicht zwischen den Bedürfnissen der Benutzer bzw. zwischen den öffentlichen Interessen und der Wahrung der Privatsphäre der Einzelnen zu schaffen.

Die übrigen Stellungnahmen bezogen sich auf Fragen von Privatpersonen und privaten Institutionen, die sich über ihre Rechte und Pflichten gegenüber der kantonalen und kommunalen Verwaltung erkundigen wollten.

3. Beispiele von Antworten/Stellungnahmen der Datenschutzbeauftragten

3.1. Entwürfe der Rundschreiben an die Gemeinden über die Einführung der politischen Rechte im Rahmen der Umsetzung der neuen Kantonsverfassung

Was die Bekanntgabe der **Listen der Ausländer** (neue Wahlberechtigte) betrifft, hat die Datenschutzbeauftragte vorgeschlagen, dass hier genauer abgegrenzt werden soll, damit die Gemeinden wissen, welche Angaben sie den politischen Parteien und den Wählergruppen machen können. Ob sie beispielsweise eine Kopie des ganzen Stimmregisters erhalten, ob das Register keine Angaben dazu enthalten soll, ob die Wählerin oder der Wähler nur auf Gemeindeebene oder auf allen drei Ebenen (Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene) abstimmen kann und ob Registerauszüge nach Kriterien wie Neuzuzüger, Mehrheiten, Ausländer abgegeben werden können).

3.2. Bekanntgabe der Noten von Lernenden gegenüber dem Arbeitgeber

Die Datenschutzbeauftragte hat die Frage, ob die **Noten** eines Lernenden dem Arbeitgeber gegenüber, in diesem Fall einem Gemeinderat, bekannt gegeben werden dürfen, mit Ja beantwortet. Um seine Aufgabe als Arbeitgeber und Lehrmeister wahrnehmen zu können, muss dieser wissen, wie der Lernende abgeschnitten hat; man kann auch davon ausgehen, dass der Lernende dem mit der Unterzeichnung des Lehrlingsvertrags zugestimmt hat. Zur Wahrung von Treu und Glauben sollte jedoch klar über das Vorgehen informiert werden.

3.3. Kommissionen des Staates und Religionszugehörigkeit der Grossrätinnen und Grossräte

Die Datenschutzbeauftragte hat die Frage, ob die **Religionszugehörigkeit** oder die Konfession der Grossrätinnen und Grossräte, die Mitglieder einer Kommission des Staates sind, auf einer Website mit Zugriffskontrolle erscheinen darf (die einzelnen Direktionen können darauf nur die sie betreffenden Kommissionen sehen), mit Nein beantwortet. Die

Angabe der Religionszugehörigkeit ist keine Voraussetzung für eine Wahl und auch nicht für die Arbeit als Grossrätin oder Grossrat. Die Beschaffung und Bekanntgabe dieser besonders schützenswerten Daten – auch wenn sie nur in beschränktem Rahmen erfolgen – beruhen auf keiner Rechtsgrundlage und entsprechen auch nicht den Anforderungen des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit.

3.4. Bekanntgabe von Informationen gegenüber den Medien – Amtsgeheimnis

Die Datenschutzbeauftragte hat die Frage eines öffentlichen Organs, ob es Informationen an die Presse weitergeben könne, um die von einem Asylbewerber gegenüber der Presse gemachten offensichtlich falschen oder gewollt unvollständigen Aussagen richtig zu stellen, mit Nein beantwortet. Das öffentliche Organ ist an das **Amtsgeheimnis** gebunden, und auch wenn der Asylbewerber seinen Fall an die Öffentlichkeit bringt, muss sich das öffentliche Organ zurückhalten und darf sich nicht von der Polemik hinreissen lassen, sondern hat das öffentliche Interesse, die Grundrechte der Menschen und den Datenschutz zu wahren. Das Verhalten einer Dienststelle, die ihre gesetzlichen Aufgaben erfüllt, ist nicht auf die gleiche Stufe zu stellen wie das Verhalten einer Einzelperson, die mit der Behörde nicht einverstanden ist, weil sie nicht das bekommen hat, was sie wollte, und sich deshalb an die Medien wendet, um zu versuchen, die Haltung des öffentlichen Organs so zu beeinflussen. Ist ein öffentliches Organ der Ansicht, es sollte seine Politik in einem Fall verteidigen können, in dem es scharf angegriffen wird, so hat es zuerst die schriftliche Zustimmung der vorgesetzten Behörde einzuholen. Die vorgesetzte Behörde wird in ihrer Beurteilung das öffentliche Interesse an einer Richtigstellung ohne Vergeltungsabsicht abwägen und gegebenenfalls abschätzen, wie viel im Hinblick auf den Grundsatz der **Verhältnismässigkeit** bekannt gegeben werden soll, unter Berücksichtigung allfälliger anderer verfügbarer Mittel (Strafanzeige, allgemeinere Information über die Politik des öffentlichen Organs usw.).

3.5. Bekanntgabe von Daten für die Führung des Eidgenössischen Gebäude- und Wohnungsregisters

Die Datenschutzbeauftragte hat darauf geantwortet, dass keine eidgenössischen und/oder kantonalen Rechtsgrundlagen bestehen, die die Beschaffung der Namen und Vornamen der Eigentümer für die Führung des GWR erlauben würden.

3.6. Bekanntgabe gegenüber der IV

Die Datenschutzbeauftragte hat die Frage, ob eine Gemeinde einer IV-Stelle telefonisch Auskunft darüber erteilen darf, ob ein Einwohner der Gemeinde nachweislich arbeitet, mit Nein beantwortet. Nach einer Gesetzesbestimmung des Bundes muss die IV-Stelle dazu ein schriftliches und begründetes Gesuch einreichen.

4. Arbeiten für die Kommission

Die Datenschutzbeauftragte bereitete die Sitzungen und entsprechenden Dossiers vor (namentlich 37 Vernehmlassungsverfahren und Prüfungen von Gesetzesbestimmungen) und sorgte dafür, dass den Kommissionsmitgliedern die Unterlagen, Informationen und Studien zu allgemeinen oder besonderen Fragen zugestellt wurden.

5. Register der Datensammlungen

Die Arbeiten der von der Aufsichtsbehörde beauftragten Firma in Zusammenarbeit mit dem ITA für die Veröffentlichung des Registers der Datensammlungen auf dem Internet sind in der Schlussphase, und die Produktivsetzung steht unmittelbar bevor. Die Direktionen und Einzelpersonen werden darüber informiert, was für die Anmeldung und anschliessend für die spätere Nachführung zu tun sein wird. Dadurch soll die Arbeit erleichtert und den Personen (Internetbenutzern), die ihr Auskunftsrecht geltend machen wollen (Art. 23 DSchG), ein besserer Zugang zur den entsprechenden Informationen ermöglicht werden.

IV. SCHLUSSBEMERKUNGEN

Im Jahr 2006 will sich die Aufsichtsbehörde schwerpunktmässig mit den folgenden Aufgaben befassen:

- Durchführung verschiedener *Kontrollen*, in den Grenzen des zur Verfügung stehenden Budgets;
- Zurverfügungstellung des *Registers der Datensammlungen* für die Öffentlichkeit im Internet und Gewährleistung der Anmeldung der öffentlichen Organe;
- Veröffentlichung des Merkblatts über das *Konzept für den Datenschutz* in den öffentlichen Verwaltungen und Verfassen eines Merkblatts über die *Abrufverfahren* und entsprechenden Nutzungsreglemente;
- Fortsetzung der Arbeiten zur Vorbereitung einer Gesetzgebung über die Information der Öffentlichkeit;
- Mitarbeit bei den Überlegungen zur Umsetzung der bilateralen Abkommen Schengen/Dublin;
- Prüfung der Fragen bezüglich Datenschutz in Zusammenhang mit dem *elektronischen Patientendossier* zusammen mit den Dienststellen.

Die kantonale Aufsichtsbehörde für Datenschutz **dankt** allen öffentlichen Organen für die ausgezeichnete Zusammenarbeit und ihre bisherige positive Haltung gegenüber ihrer Datenschutzpflicht. Dieser Dank geht besonders an alle Kontaktpersonen in der Kantonsverwaltung und den kantonalen Anstalten, die die Datenschutzbeauftragte bei der Erfüllung ihrer Aufgaben unterstützen, sowie an alle Gemeinden, die sich für eine eigene Aufsichtsbehörde für Datenschutz entschieden haben.

Anhang: Statistiken

Statistiken 2005

Anfragen / Interventionen	
Stellungnahmen	123 (108) *
Kontrollen	3 (1) *
Gesetzgebung	37 (26) *
Präsentationen	12 (8) *
Total	175 (143) *

- Die Stellungnahmen werden von der Datenschutzbeauftragten abgegeben. Sie umfassen auch die Beratung der öffentlichen Organe und die Auskünfte an Privatpersonen. Sie beziehen sich insbesondere auf die Datenbeschaffung und -bekanntgabe, die Veröffentlichung auf dem Internet, das Auskunftsrecht, die Aufbewahrung, die Vernichtung und die Archivierung, die Sicherheit, das Amts- und das Berufsgeheimnis.
- Der Begriff « Gesetzgebung » umfasst die Beschäftigung mit Gesetzesbestimmungen und Antworten auf Vernehmlassungen.
- Der Begriff « Präsentationen » beinhaltet Referate, Berichte, Studien der Datenschutzbeauftragten sowie ihre Teilnahme an Kolloquien.
- Im Ganzen enthalten sind auch langfristige Dossiers wie beispielsweise Biometrik, das Gesetz über die Information der Öffentlichkeit, Videoüberwachung, elektronisches Patientendossier, Inhalt der Register der Einwohnerkontrollen, Veröffentlichung des Registers der Datensammlungen auf dem Internet, elektronische Identitätskarte.

Herkunft der Anfragen / Adressaten der Interventionen			
Kant. Ämter	Gemeinden und Kirchgemeinden	Privatpersonen und private Institutionen	Andere öffentlich-rechtliche Organe
62 (51)*	44 (29)*	41 (43)*	28 (20)*

- Zu den Privatpersonen gehören auch die Staatsmitarbeiterinnen und -mitarbeiter.
- Zu den anderen öffentlich-rechtlichen Organen gehören die kommunalen, kantonalen und die Eidgenössische Datenschutzbehörde sowie die mit öffentlichen Aufgaben betrauten Institutionen.

* Die Zahlen in Klammern stehen für die im Jahr 2004 bearbeiteten Dossiers